

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
ZA La Vatine  
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 27/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CNH FRANCE**

Rue des Meuniers  
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Références : IC-R/0264/22-BV/SA

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement CNH FRANCE implanté Rue des Meuniers 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CNH FRANCE
- Rue des Meuniers 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005101450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CNH France exploite deux entrepôts (Plessis Belleville et Lagny le Sec) dans lesquels sont stockés toutes les pièces de rechanges destinées aux engins agricoles et engins de construction. Les expéditions représentent environ 28 000 t/an à destination du monde. Le site fonctionne 7jours/7, jour et nuit. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 11 avril 1997.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- état des stocks
- disponibilités des moyens incendie
- système d'extinction automatique d'incendie (EAI)
- aspects cellules grande hauteur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
PC 1 : état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 2 : Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	/	Sans objet
PC 3 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Sans objet
PC 4 : Aspects cellules Grande Hauteur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 7	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, l'inspection propose un arrêté préfectoral de mise en demeure. Les stockages en dehors de l'entrepôt situés en limite de propriété et sur des espaces engazonnés doivent être évacués.

Ces stockages sont susceptibles générer un risque incendie avec propagation sur les installations voisines. La zone destinée aux déchets doit être dimensionnée pour recevoir directement les conditionnements destinés à l'élimination ou à la valorisation.

**2-4) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle : état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p><b>Constats :</b> L'état des stocks est suivi sur une base dématérialisée. La sauvegarde est à la fois gérée sur le site avec un reporting dans la filiale de CNH en Italie (ACT).</p> <p>Le logiciel fonctionne en "stock list" qui génère une actualisation automatique des stocks en fonction des mouvements.</p> <p>Le service inventaire sur le site est garant de la fiabilité de l'inventaire.</p> <p>Le service planographie est garant du positionnement des pièces.</p> <p>Les produits stockés sur le site du Plessis Belleville sont des pièces destinées à l'activité agricole.</p> <p>Le site dispose de quelques produits dangereux (essentiellement de la peinture), stockés dans un local spécifique (murs REI 120, sprinklage et rétention).</p> <p>En situation dégradée, notamment en cas d'incendie, l'exploitant dispose toujours de l'état des</p>

stocks. L'état des stocks est présenté sous forme de tableau avec une répartition par cellule, par matière (peinture, bois, caoutchouc, cartons, filtres), par tonnage dans chaque cellule et également en tonnage par matière. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté des stockages de pièces détachées en limite de propriété et sur des espaces engazonnés. Ces constats ne sont pas conformes aux prescriptions des articles 2.1 et 7.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997. Ces constats feront l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Disponibilité des moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  – d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :  a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;  b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.  Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)*.</p> <p>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;  – de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;  Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.  Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. À cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.  En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point</p>
<p><b>Constats :</b>  Poteaux incendie : prescription de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 (article 12.7).  Au moins 4 poteaux incendie de diamètre 100 mm d'un modèle incongelable répartis sur la périphérie de l'établissement.  Le débit d'eau nécessaire pour lutter contre l'incendie est de 120 m<sup>3</sup>/h sur une période de 2 heures,</p>

<p>sur 2 poteaux simultanément.</p> <p>Le site dispose de deux réserves d'eau, un bassin de 450 m<sup>3</sup> et une cuve de 600 m<sup>3</sup>. Le bassin alimente les poteaux incendie et les RIA. La cuve de 600 m<sup>3</sup> alimente le réseau de sprinklage.</p> <p>Le site dispose de six poteaux incendie interne de référence Bayard DN 100.</p> <p>Les débits ont été contrôlés par la société audits conseils services incendie (ACSI) le 13 mai 2022.</p> <p>Le dernier contrôle datait du 26 novembre 2021.</p> <p>Les essais de débit donnent une pression statique de 9 bars et une pression à 60 m<sup>3</sup>/h de 7.5 bars, une pression à 120 m<sup>3</sup>/h de 4 bars.</p> <p>Un essai a été réalisé en simultané sur les poteaux 1 et 3. Le débit donne une pression statique de 9 bars et une pression à 60 m<sup>3</sup>/h de 7.1 bars, une pression à 120 m<sup>3</sup>/h de 0.7 bars.</p> <p>D'après un plan au 1/500, les poteaux sont à moins de 100 mètres d'un accès extérieur. La distance entre les poteaux est moins de 150 mètres.</p> <p>Extincteurs et robinets d'incendie armés (RIA) :</p> <p>L'entrepôt dispose de 193 extincteurs eau diffusée, 46 extincteurs CO<sub>2</sub>, 10 extincteurs poudre et 45 RIA.</p> <p>Les extincteurs et les RIA ont été contrôlés les 21 et 24 septembre 2021 par la société DESAUTEL.</p> <p>Les RIA ont été contrôlés les 21 et 24 septembre 2021 par la société DESAUTEL.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EAI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> </ul> </li> </ul> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>– de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. À cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la</p>

<p>capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2. de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point</p>
<p><b>Constats :</b> Toutes les cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur.</p> <p>Le dispositif est contrôlé tous les six mois par la société CLF SATREM sous le référentiel NFPA 13 et 20. Les dernières vérifications datent du 06/09/2021 et 01/03/22.</p> <p>Le compte rendu de vérification comporte une non conformité.</p> <p>La non conformité à lever concerne la forte dépression à l'aspiration de la pompe nécessitant un contrôle du clapet de pied et de l'état du bassin.</p> <p>La société DUBOURGET intervient au mois de juin 2022 pour le nettoyage des bassins. L'examen et la remise en état du clapet de pied sera réalisé durant les travaux.</p> <p>L'exploitant organise régulièrement des exercices incendie. Il a communiqué les deux derniers compte-rendus d'exercice en date du 08 novembre 2021 et 2 juin 2021.</p> <p>L'exercice du 08 novembre 2021 a été réalisé avec le concours du SDIS de Nanteuil le Haudouin (3 véhicules).</p> <p>Le centre de secours de Nanteuil le Haudouin réalise régulièrement des visites du site.</p> <p>46 salariés du site ont suivi la formation "équipier de première intervention". Un recyclage est prévu tous les trois ans. Le suivi est assuré par le service HSE.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Nom du point de contrôle :</b> Aspects cellules Grande Hauteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensions des cellules
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le Préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m<sup>2</sup> si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</li> <li>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m<sup>2</sup> et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction</li> </ol>

de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.  
À l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.

Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Les dispositions du présent 7. s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté. OU La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.

La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.

Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie.

**Constats :** L'entrepôt est exploité conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 1997. Il est constitué de 4 cellules de 3745, 4186, 12400 et 14688 m<sup>2</sup> et 560 tonnes.

L'activité principale du site est le stockage de pièces détachées pour le machinisme agricole. Il n'y a pas de cellule automatisée.

La hauteur des cellules est de 10 mètres. Elles sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique.

Les racks du local de produits dangereux sont équipés de réseaux intermédiaires de sprinklage sur chaque rayonnage.

L'arrêté préfectoral date du 11 avril 1997. L'exploitant n'a pas pu fournir de justificatifs qui démontrent que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine de la structure du bâtiment, des cellules avoisinantes, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet